

## Assurance

► Multirisque de l'entreprise



SARL EVN  
4 RUE DU GRAND PRE  
51140 MUIZON FR

## Votre agent général

**M FRANCOIS ALEXANDRE**  
19 AVENUE DES VOSGES  
67000 STRASBOURG  
Tél : 03 88 35 36 62  
Fax : 03 88 37 18 40  
E-mail : [AGENCE.ALEXANDRE@AXA.FR](mailto:AGENCE.ALEXANDRE@AXA.FR)  
Distributeur : 6701501

## Vos références

Contrat n°3482921704  
Code client n° 1632231104

CONDITIONS PARTICULIERES

Ce contrat est conclu entre :

**AXA Assurances IARD Mutuelle** représenté par **M FRANCOIS ALEXANDRE**,  
et **SARL EVN**

Ce contrat prend effet le **01/11/2011**

Il s'agit d'un **REMPLACEMENT** qui annule et remplace le contrat précédemment souscrit sous le même numéro.

## Objet du contrat

Adresse du souscripteur :

SARL EVN  
4 RUE DU GRAND PRE  
51140 MUIZON FR

Situation des risques

Risque n°1

4 RUE DU GRAND PRE  
51140 MUIZON

Risque n°2

AVE DE REIMS  
02220 BRAINE

Risque n°3

14 RUE PIERRE BECRET  
CHEMIN DU PETIT PARC  
02220 BRAINE

Activité de l'entreprise:

RECUPERATION DE DECHETS EXCLUSIVEMENT METALLIQUES  
SANS ENTREPOT D'EPAVE AUTOMOBILES

## **AXA Assurances IARD Mutuelle**

Société d'assurance mutuelle à cotisation fixes contre l'incendie, les accidents et risques divers  
Entreprise régie par le code des assurances - Siège social : 26, rue Drouot - 75009 PARIS  
Siren 775 699 309 - TVA intracommunautaire n° FR 39 775 699 309

Opérations d'assurances exonérées de TVA - art 261-C CGI - sauf pour les garanties portées par AXA Assistance France Assurances



#### Garanties souscrites

Incendie et risques annexes  
Vol  
Bris de glaces

#### Garanties non souscrites

Bris de machines  
Pertes d'exploitation  
Perte de valeur du fonds de commerce  
Responsabilité civile

#### Cotisation

La cotisation annuelle hors taxes s'établit à 4 423.85 €, dont 473.95 € au titre de la garantie légale des Catastrophes naturelles.

La cotisation annuelle TTC, y compris frais et taxes, est de **5 031.48 €**.

La cotisation au comptant est fixée à 147.26 € TTC pour la période du 01/11/2011 au 01/01/2012.

#### Incendie et risques annexes

Biens, frais et pertes, responsabilité	Superficie en m2	Capitaux en €
Bâtiments en valeur à neuf (y compris les murs de soutènement) Risque n°: 1	1 000	
Bâtiments en vétusté déduite (y compris les murs de soutènement) Risque n°: 3	5 500	
Risques locatifs 'bâtiment' Risque n°: 2	50	
Matériel et mobilier en valeur à neuf Risques n°: 1,2,3		800 000
Supports d'informations		16 719
Marchandises Risques n°: 1,2,3		200 000
Frais et pertes, y compris les pertes indirectes justifiées. Cet article et également accordé à concurrence de 50.000 euros (indice de référence 5496) suite à un sinistre INCENDIE affectant les marchandises entreposées dans l'enceinte de l'établissement mais non assurées au titre du présent contrat.		200 000
Recours des voisins et des tiers		600 000



Evénements	Garanti	Franchises en €
Incendie et risques divers - Attentats et actes de terrorisme	OUI	néant
Tempête, grêle et neige sur les toitures	OUI	10 % des dommages Mini 810
Emeutes, mouvements populaires, actes de sabotage et de vandalisme	OUI	10 % des dommages Mini 2 433
Dégâts des eaux et gel	OUI	810
Accidents d'ordre électrique à concurrence de 16 257 €	OUI	405

#### Dispositions particulières

Assurance pour compte commun risque(s) n°: 1,3	OUI
--	-----

#### Conventions et déclarations

#### BATIMENTS ET/OU RISQUES LOCATIFS

Par dérogation à la convention spéciale dommages, l'assuré peut déclarer non plus les capitaux mais la surface totale des bâtiments assurés.

On entend par surface totale le cumul y compris l'épaisseur des murs, des surfaces du rez de chaussée, des étages, des box et parkings couverts, des caves, des sous-sols, des dépendances et greniers utilisés ou non.

La règle proportionnelle de capitaux objet du titre III - article 3 des conditions générales est abrogée. La réduction proportionnelle d'indemnité titre II - article 3.4 des conditions générales ne sera pas applicable si au jour du sinistre la surface réelle n'excède pas de 10 % la surface déclarée aux conditions particulières.

#### RENONCIATION RECIPROQUE A RECOURS - ASSURANCE POUR COMPTE COMMUN

Le souscripteur agissant tant pour son compte que pour celui du propriétaire (ou locataire), l'assureur renonce à tout recours, tant contre le locataire que contre le propriétaire dont la responsabilité pourrait se trouver engagée dans la réalisation de dommages matériels, de frais ou de pertes garantis.

Le souscripteur déclare avoir été relevé par une clause dans le bail de sa responsabilité de locataire découlant des articles 1302, 1732 à 1735 du code civil (ou de sa responsabilité de propriétaire, articles 1719 et 1721 du code civil).

#### MURS EXTERIEURS

Les murs extérieurs sont constitués pour au moins 75% en béton, briques, pierres ou parpaings unis par un liant, en vitrage, en panneaux simples ou doubles de métal ou fibre ciment ou en panneaux composites constitués d'un isolant minéral pris en sandwich entre deux plaques de métal ou fibre ciment, quelle que soit l'ossature verticale.

Concernant le risque n°3, l'assuré déclare que les aménagements réalisés en panneaux sandwich avec une isolation en mousse de polyuréthane (anciennes chambres froides) seront retirés avant le démarrage de l'activité.

#### COUVERTURE

La couverture est constituée pour au moins 75% en ardoises ou tuiles, en vitrages, en plaques simples de métal ou fibre ciment, en panneaux composites constitués d'un isolant minéral pris en sandwich entre deux plaques de métal ou fibre ciment ou en béton avec revêtement d'étanchéité, quelle que soit la charpente de toiture.

#### RISQUE 1 : CHAUFFAGE

Le chauffage est assuré par des panneaux radiants ou par des aérothermes à gaz. Tout matériau combustible utilisé dans la construction ou les aménagements des locaux ainsi que toute marchandise doivent se trouver à plus de 2 m des appareils de production de chaleur.

Les bureaux sont équipés de convecteurs électriques.

L'installation est maintenue en parfait état d'entretien.





### **RISQUE 2 et 3 : ABSENCE DE CHAUFFAGE**

L'assuré déclare que :

- les locaux de stockage ne sont pas chauffés ;
- les bureaux sont équipés de convecteurs électriques.

### **RISQUES 1, 2 ET 3 : INSTALLATIONS ELECTRIQUES**

Les installations électriques (circuits et matériels) sont contrôlées au moins une fois par an, par un vérificateur ou un organisme vérificateur qualifié par l'APSAD

L'assuré s'engage à :

- fournir au vérificateur ou à l'organisme vérificateur, toutes informations concernant l'existence et la délimitation des emplacements, zones ou locaux présentant des dangers particuliers d'incendie ou d'explosion ;
- communiquer à l'assureur un exemplaire de la déclaration d'installation modèle Q18 et ce, dans un délai qui n'excédera pas 15 jours à compter de la date d'envoi de la déclaration par le vérificateur ou l'organisme vérificateur ;
- fournir à l'assureur et à l'APSAD., à leur demande, un exemplaire du rapport annuel de vérification, dans son intégralité ;
- prendre connaissance du rapport annuel de vérification et de la déclaration d'installation afin de remédier aux défauts signalés dans un délai de 3 mois.

### **RISQUES 1, 2 ET 3 : PREVENTION DES INCENDIES DUS AUX FUMEURS**

Afin de prévenir les risques d'incendie dus aux fumeurs, l'assuré s'engage à appliquer la législation relative:

- à l'interdiction de fumer,
- à la signalisation apparente de cette interdiction,
- aux normes à respecter pour les locaux à usage de fumeurs lorsqu'ils sont autorisés.

### **RISQUES 1, 2 ET 3 : EXTINCTEURS MOBILES**

L'établissement dispose d'une installation d'extincteurs mobiles mise en place par une entreprise qualifiée par l'APSAD.

Cette installation fait l'objet d'un certificat de conformité à la règle R4 de l'APSAD, modèle N4, établi par l'installateur et dont l'assuré conserve un exemplaire.

L'assuré déclare avoir souscrit un contrat de vérification annuelle auprès de l'installateur ou d'un vérificateur qualifié par l'APSAD.

L'assuré s'engage à maintenir l'installation en parfait état de fonctionnement :

- en se conformant aux consignes d'utilisation et de maintenance établies par l'installateur ;
- en remédiant aux défauts signalés dans les comptes rendus de vérification annuelle.

### **RISQUE 1 : ROBINETS D'INCENDIE ARMES**

L'établissement dispose d'une installation de robinets d'incendie armés.

L'assuré déclare vérifier ou faire vérifier annuellement son installation et consigner les résultats dans le registre de contrôle de l'installation qu'il tient à disposition de l'assureur.



L'assuré s'engage à maintenir l'installation en parfait état de fonctionnement :

- en se conformant aux consignes d'utilisation et de maintenance,
- en remédiant aux défauts signalés dans le registre de contrôle,
- en prenant toutes les dispositions nécessaires pour maintenir hors gel le réseau de canalisations sous eau.

### RISQUES 1, 2 ET 3 : MARCHANDISES

Conformément aux conditions générales, les marchandises, y compris celle chargées sur les véhicules et leurs remorques, sont garanties, pour les événements Incendie et risques divers, tant à l'intérieur des bâtiments assurés que dans l'enceinte de l'établissement pour une valeur de 50 000 Euros.

		Vol
Biens, frais et pertes	Capitaux en €	Franchises en €
Garantie de base	70 000	1 000
Garanties en option		Capitaux en €
Fonds et valeurs		5 000
Fonds et valeurs en cours de transport		5 000
Fonds et valeurs dans les coffres suivants :		5 000
- Risque 1 : SCHUBB Europa 2002 sde 07741		
- Risque 2 : TECHNOMAT scellé au mur		

Les honoraires d'expert sont garantis selon barème défini titre I des Conditions générales.  
La franchise applicable aux garanties souscrites en option est celle définie au titre de la garantie de base ci-dessus

### Conventions et déclarations

#### FONDS ET VALEURS

La garantie des fonds et valeurs en tiroirs-caisses et/ou en meubles fermés à clé, en cas d'effraction, s'exerce dans la limite de 1,1 fois la valeur de l'indice exprimée en euros pour l'ensemble de ces tiroirs-caisses et meubles sans pouvoir excéder le montant prévu ci-avant au titre des fonds et valeurs.

#### FONDS ET VALEURS

Il est expressément convenu que le montant de la garantie transport de fonds et valeurs assuré ne peut, par le jeu de l'indexation être porté à une somme supérieure à 30 000 euros.

Lorsque cette somme sera atteinte, l'indexation cessera de s'appliquer à ce montant de garantie.

#### HONORAIRES D'EXPERT

L'assureur garantit à l'assuré, le remboursement des honoraires de l'expert qu'il aura choisi suite à un sinistre garanti.

Le montant de ce remboursement ne pourra jamais excéder :



- ni la limite de remboursement résultant de l'application du barème défini au titre I des Conditions Générales,
- ni le montant des honoraires réellement payés si ces derniers sont inférieurs à la limite de remboursement calculée comme indiqué au barème désigné ci-dessus,
- ni le montant de l'indemnité de sinistre.

#### PORTES D'ACCES

Toutes les portes principales, secondaires ou anti-panique sont au moins munies d'un système de fermeture ordinaire.

#### FENETRES ET AUTRES OUVERTURES

Toutes les ouvertures (fenêtres, impostes, soupiraux, lucarnes, vasistas) ne comportent pas de protection.

#### INSTALLATION D'ALARME

Les locaux renfermant les biens assurés sont protégés par une installation d'alarme.

L'assuré s'engage sous peine de non garantie:

- à enclencher l'installation lors de la fermeture des locaux,
- à ne pas laisser dans les locaux, en dehors des heures d'occupation, les clés commandant la mise en service ou l'arrêt de l'installation,
- à appliquer et respecter les instructions de l'installateur et des notices d'exploitation pour assurer le bon fonctionnement de l'installation,
- à souscrire un contrat de maintenance auprès de l'installateur, lequel s'engage à effectuer au minimum deux visites de vérification par an,
- à avertir immédiatement l'installateur, en cas de panne ou défaillance de l'installation, pour faire effectuer les réparations et la remise en état de l'installation,
- à informer l'assureur et l'installateur de toute modification apportée dans l'agencement des locaux ou dans la localisation des biens, fonds et valeurs,
- à aviser sans délai la société d'assurance si la remise en état de son installation ne peut être effectuée dans un délai maximal de 24 heures, ou lorsque la maintenance de l'installation n'est plus assurée par l'installateur et à prendre toute mesure de sécurité ou de gardiennage qui s'impose.

#### Bris de glaces

##### Biens, frais et pertes

Montant des garanties

Capital en €

Franchise en €

3 251

325

#### Limitations contractuelles d'indemnité

##### RISQUE N°3 : LIMITATION CONTRACTUELLE D'INDEMNITE SUR BÂTIMENT

Il est convenu qu'en cas de sinistre, le montant de l'indemnité due au titre des bâtiments ne pourra en aucun cas dépasser par évènement 2000000 euros.

L'assuré s'interdit de contracter sur les mêmes risques, toute assurance qui aurait pour résultat de le garantir au-delà de cette limitation.





## Autres informations importantes

### Conventions et déclarations

#### TAXE A LA VALEUR AJOUTEE (TVA)

L'indemnisation sera effectuée hors TVA sauf lorsque celle-ci aura été comprise dans les capitaux déclarés et que l'assuré n'est pas assujéti à la récupération de la TVA.

#### AUTRES ASSURANCES

Le Souscripteur déclare qu'il n'a pas souscrit les mêmes assurances, auprès d'autres assureurs, pour les mêmes risques.

#### INDEXATION

L'indice de référence des présentes conditions particulières est fixé à 5573 .

#### STATUTS DE LA MUTUELLE

Le sociétaire déclare adhérer aux statuts de la société dont il reconnaît avoir reçu un exemplaire.

#### ECHEANCE

L'échéance principale du contrat est fixée au 01/01 de chaque année et les autres échéances au 01/04 , 01/07 et 01/10 .

#### PAIEMENT TRIMESTRIEL

L'assuré étant admis à payer ses cotisations par trimestre, il est précisé que cette faculté n'implique pas dérogation aux conditions générales et, qu'en conséquence, tout retard dans le paiement d'une des fractions ou la résiliation anticipée du contrat entraînerait de plein droit l'exigibilité immédiate du total de la cotisation.

#### DUREE DU CONTRAT

Ce contrat est souscrit pour une durée d'un an avec tacite reconduction, sauf résiliation par l'une des parties dans les cas et conditions prévus aux conditions générales, avec préavis de résiliation de **2 MOIS**.

#### PIECES JOINTES

Ces conditions particulières jointes aux conditions générales n° 460645 E et à la convention spéciale dommages n° 460646 B, dont le souscripteur reconnaît avoir reçu un exemplaire, constituent le contrat d'assurances.

#### INFORMATIQUE ET LIBERTES

« Je reconnais avoir été informé(e), conformément à l'article 32 de la loi du 6 janvier 1978 modifiée :

Du caractère obligatoire des réponses aux questions posées pour l'établissement des conditions particulières ainsi que des conséquences qui pourraient résulter d'une omission ou d'une fausse déclaration prévues aux articles L113-8 (nullité du contrat) et L113-9 (réduction des indemnités) du code des assurances.

Que les destinataires des données personnelles me concernant pourront être d'une part, et en vertu d'une autorisation de la Commission Nationale de l'Informatique et Libertés, les collaborateurs, tant en France qu'au Maroc, de l'assureur responsable du traitement dont la finalité est la souscription, la gestion et l'exécution des contrats d'assurance et d'autre part, ses intermédiaires, réassureurs, organismes professionnels habilités et sous-traitants missionnés.

Que mes données peuvent être utilisées dans la mesure où elles sont nécessaires à la gestion et à l'exécution des autres contrats souscrits auprès de lui ou auprès des autres sociétés du groupe auquel il appartient.

Que je dispose d'un droit d'accès et de rectification auprès d'AXA - Service Information Clients 313 Terrasses de l'Arche 92727 Nanterre Cedex pour toute information me concernant.



Que les données recueillies par l'assureur lors de la souscription et des actes de gestion peuvent être utilisées par le Groupe AXA à des fins de prospection commerciale. Je peux m'y opposer en écrivant à l'adresse indiquée ci-dessus."

Sont nuls tous renvois, adjonctions ou modifications non approuvés par le siège de l'assureur.

Fait à STRASBOURG en triple exemplaire,  
Le 18 novembre 2011

**LE SOUSCRIPTEUR**  
(Cachet commercial  
si entreprise)

**L'AGENT GENERAL PAR DELEGATION**

**ENVIRONNEMENT VALORISATION NEGOCE**  
Sarl au capital de 60.000 Euros  
Siège : 4 rue du Grand Pré  
51140 MUIZON  
Tél. : 03 26 46 86 12 - Fax : 03 26 88 25 72  
Siret : 484 498 480 00025 - APE 3832Z

  
**F. ALEXANDRE**  
ASSURANCES  
19, av. des Vosges  
67000 STRASBOURG  
Tél. : 03 88 35 36 62 - Fax : 03 88 37 18 40